

# SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque

Après les retrouvailles des défilés éducation/hôpitaux :

## **Unité de la jeunesse et des travailleurs dans les mobilisations pour lutter contre la destruction et la privatisation des services publics !**

Mardi 28 avril, deux manifestations étaient appelés à Paris, la première concernant l'enseignement supérieur et la seconde pour dénoncer le projet de loi Bachelot «Hôpital, Patients, Santé, Territoires» (HPST). Après avoir défilé séparément, les cortèges se sont retrouvés pour achever la manifestation ensemble. Environ 30 000 personnes étaient présentes, également réparties entre les deux cortèges.

### **Universités – Hôpitaux, même combat ?**

L'OCDE a défini la santé et l'éducation comme « *les futurs marchés du 21e siècle* ». L'objectif est très clair. D'une part, dépecer, au profit des entreprises privées, les deux plus importants postes de dépenses de l'État et permettre à ce dernier de se replier sur ces fonctions régaliennes et d'autre part, mettre fin à l'accès à l'éducation et aux soins quasi-gratuits pour la grande majorité de la population par la création d'écoles et d'hôpitaux à plusieurs vitesses. Le processus de privatisation s'accélère avec l'entrée dans la crise économique afin de préserver au mieux les intérêts du secteur privé au détriment de la satisfaction des besoins sociaux de la jeunesse et des travailleurs.

Les hôpitaux subissent, sur le plan de la gouvernance, les mêmes attaques que l'université avec la LRU. En effet, le projet Bachelot prévoit de renforcer les pouvoirs des directeurs d'établissements, qui pourront n'avoir aucune compétence médicale et qui seront nommés et révoqués par le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, lui-même nommé et révoqué par le Conseil des Ministres. Il sera notamment chargé d'arrêter le projet médical de l'hôpital et de nommer et révoquer les médecins responsables des structures de soins (pôles, départements, services...). Dans le même temps, on supprime et on fusionne des structures hospitalières sous prétexte de faible activité, on ferme des services d'accouchements, on supprime massivement des postes d'infirmiers et d'aides-soignants, tout cela parce que le gouvernement entend imposer des critères de rentabilité économique. Dans un avenir proche, il est clair que les cliniques privées subventionnées par ailleurs par l'État ou les collectivités locales, se chargeront des opérations rentables pendant que les hôpitaux publics se chargeront du non-rentable, dans des conditions de plus en plus difficile, par manque de moyens. A cela s'ajoute les non-remboursements de médicaments, le médecin-traitant, l'euro de participation pour soi-disant combler le « trou de la sécu », trou crée de toutes pièces par les exonérations patronales et les fraudes fiscales à grande échelle. Nous ne voulons pas d'un système de mutuelles comme aux États-Unis où l'on paie toute notre vie et qui refuse de payer sous n'importe quel prétexte ! Nous devons lutter, tous ensemble contre la casse du service public de santé, défendre les hôpitaux publics, défendre le statut des fonctionnaires de santé et lutter pour que la sécurité sociale rembourse intégralement et sans conditions les dépenses de santé.

### **L'urgente nécessité de se mobiliser.**

Il est clair que la jeunesse et les travailleurs doivent lutter dans l'unité la plus complète contre la destruction et la privatisation du service public d'éducation et de santé. Depuis le 1er janvier 2009, la préfecture de police de Paris a recensé près de 885 rassemblements et manifestations (+ 16% par rapport à 2008) soit près de 7 par jour ! Qu'attend-on nous pour unifier nos luttes dans le cadre de manifestations communes ? Que font les directions syndicales et politiques ? Pourquoi ne pas appeler à l'unité concrète des luttes pour en finir une bonne fois pour toutes avec la politique de ce gouvernement ? Tout simplement parce que ces directions ne veulent pas de l'unité, ne veulent pas mobiliser jusqu'au bout, ne veulent pas faire aboutir les revendications de la jeunesse et des travailleurs. Comment ces mêmes directions peuvent-elles dire publiquement que les luttes ne sont pas liées entre elles, qu'il faut négocier avec le patronat et le gouvernement ou encore que la solution à la crise est dans le scrutin européen du 7 juin ? Non la grève générale ne se décrète pas mais on ne pourra pas la construire si l'intersyndicale appelle à des manifestations interprofessionnelles tout les deux mois au lieu de pousser dans le sens de la grève illimitée. N'attendons pas la bénédiction des directions syndicales pour construire nos luttes et unifier nos revendications ! Une telle unité peut s'opérer autour des travailleurs de l'éducation et de la santé et pour cela, il faut qu'au niveau national, la Coordination nationale des universités et la Coordination médicale hospitalière se mettent d'accord pour définir des manifestations et une plate-forme communes. Au niveau local, il est important que chaque comité de mobilisation rencontre les comités hospitaliers, les organisations syndicales des hôpitaux proches afin d'établir des liens et prévoir également des actions communes.

**Unité de la jeunesse et des travailleurs dans les mobilisations contre la destruction et la privatisation des services publics !**

***<http://fseul.free.fr>***